

On nous a dit qu'aux yeux de certains membres du CERFE, leur rôle consistait à montrer qu'il n'y a pas de problème, et bien que nous ne soyons pas en mesure de juger s'il en est ainsi, il reste que certains des points de vue qui nous ont été exprimés par des membres du comité s'apparentent davantage à de la négation qu'à un engagement démonstratif. Il faut aussi tenir compte de l'argument selon lequel des enfants dinkas voyagent volontairement par train dans la région de Bahr el-Ghazal pour faire du thé aux gardes arabes. Mais le fait que le cadre du CERFE existe maintenant signifie assurément que les pressions internationales ont une incidence au Soudan aujourd'hui, et que voilà une réalité qui réjouit le cœur des travailleurs à pied d'oeuvre des Nations Unies.

Aux yeux de ces travailleurs, les enlèvements ne résultent pas d'« affrontements tribaux » et, depuis 1986, il n'y avait pas eu à proprement parler d'affrontements de ce genre entre les Dinkas et les Rizegats. Il n'y a pas de preuve non plus que les Dinkas s'adonnent à des enlèvements assimilables à de l'esclavage. L'UNICEF a demandé la liste des enfants rizegats victimes de rapt mais ne l'a jamais reçue.

Ici, il convient de reconnaître que l'enlèvement a certainement fait partie des relations entre les Dinkas et les Nuers, au point où le gouvernement du Soudan et des groupes comme la Sudan Foundation ont demandé pourquoi dans les accords de Wunlit conclus sous l'égide de groupes religieux chrétiens, on a parlé « d'enlèvement » alors que ces mêmes groupes utilisent « esclavage » quand ils parlent des enlèvements de Dinkas et d'Arabes?

Il faut dire que les enlèvements sont perpétrés et par les Dinkas et par les Nuers, ce qui non seulement a des répercussions sur la façon dont les victimes sont traitées mais donne un élan aux efforts visant à mettre fin à la pratique en question. Les deux côtés ont intérêt à ce que de tels efforts portent fruit. Toutefois, rien n'indique que les Dinkas auraient enlevé des enfants et des femmes arabes, et seul le gouvernement du Soudan peut sensibiliser les mourahilines à la nécessité de mettre fin à leur pratique d'enlèvements.

Pour être cohérent, il vaut peut-être mieux parler d'enlèvements, peu importe où ils sont perpétrés au Soudan et par qui ils le sont. Mais cela n'atténue en rien les obligations morales et légales qui incombent au gouvernement du Soudan d'éradiquer, et non seulement de condamner, la pratique en question.

Selon L'UNICEF, c'est à Aweil et dans ce train infâme que se trouve la racine du problème. De toute évidence, le gouvernement du Soudan a une responsabilité dans l'affaire puisqu'il s'agit essentiellement d'un train gouvernemental, qui transporte des marchandises vers les garnisons tenues par le gouvernement du Soudan, que les mourahilines se trouvent là au nom du gouvernement et qu'ils devraient être contrôlés par lui. Voici ce qu'une ancienne figure politique avait à dire au sujet du CERFE : si on ne modifie pas la politique qui consiste à engager des mourahilines pour protéger le train sans les payer, alors comment mettre fin à la pratique en question? Si on veut s'attaquer sérieusement au problème, il faut payer les mourahilines et les prévenir que si quoi que ce soit arrive, qu'il s'agisse de pillage ou d'enlèvements, c'est eux qui